

L'arrestation de Pavel Durov en France marque-t-elle le début de la répression des dissidents au Nouvel Ordre Mondial ?



Le fondateur de Telegram, Pavel Durov, a été arrêté en France selon @TF1/@LCI

Pavel Durov, qui possède la nationalité française, tout comme Evan Spiegel le fondateur de SnapChat, ferait l'objet d'un mandat de la part des autorités françaises.

Il semblerait que celui-ci se... pic.twitter.com/LkN7AGGNQy

– Fabrice Epelboin (@epelboin) August 25, 2024

"Arrêté hier en France, le fondateur de Telegram, Pavel Durov, a récemment révélé à Tucker Carlson que le FBI avait tenté de recruter secrètement un ingénieur de Telegram pour installer une porte dérobée permettant aux agences de renseignement américaines d'espionner les... pic.twitter.com/nQxFTDxcoi

– MacKenzie (@Smackenziekerr) August 25, 2024

"L'arrestation choquante de Pavel Durov, propriétaire de Telegram, découle de son refus de permettre aux agences de renseignement d'accéder aux messages privés de ses utilisateurs, frustrant ainsi les plans de surveillance mondiale." – @CuendetV pic.twitter.com/HgnkaJ5M0d

– MacKenzie (@Smackenziekerr) August 25, 2024

□ MIKE BENZ, ANCIEN DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT □□, FAIT DES RÉVÉLATIONS EXPLOSIVES SUR LES DESSOUS DE L'ARRESTATION DE PAVEL DUROV

L'arrestation à Paris du fondateur de Telegram tend à prouver que Macron agit à la demande des services américains et en étroite concertation avec eux. pic.twitter.com/9YEpgo00dI

– François Asselineau (@f_asselineau) August 25, 2024

Au Canada, la loi répressive C63¹ a des chances d'être adoptée prochainement :

Le CANADA □□ est TOMBÉ!

△□La LOI DYSTOPIQUE C63! △□

“Cette loi est actuellement en deuxième lecture et rien ne semble freiner sa marche inéluctable vers l'adoption.”

NOUS ATTENDONS QUOI POUR AGIR? pic.twitter.com/1SAw8o7liD

– Donna will Not Comply (@donna_197) August 24, 2024

Et il existe des projets de loi ou des lois déjà effectives similaires dans d'autres pays.

1

<https://nouveau-monde.ca/au-canada-un-nouveau-projet-de-loi-promet-detouffer-la-liberte-dexpression-en-pretendant-punir-des-crimes-non-encore-commis/>